

LA LETTRE FÉDÉRALE

filpac cgt

Le livre, le Papier et la Communication

www.filpac-cgt.fr

Direction de publication et rédaction : **secrétariat fédéral**

numéro **22** • 21 mai 2018

LES 22 ET 26 MAI : FAISONS MONTER **LA PRESSION SOCIALE !**

Plus que jamais, nous avons toutes les raisons pour arrêter le travail et venir grossir les manifestations organisées sur l'ensemble du territoire afin de faire reculer Macron, son gouvernement et sa majorité parlementaire qui mettent le pays à sac pour le profit de cette ultra-minorité de super riches et de leurs amis du MEDEF. Le président des riches pilonne nos services publics et notre bien commun

pour vendre ce qui nous appartient au Marché et à l'avidité des multimilliardaires. C'est pourquoi, dès le 22 mai, salariés et usagers, défendons d'une seule voix nos services publics et combattons ensemble la libéralisation à outrance de nos biens communs :

- Défendons notre protection sociale solidaire (retraite, assurance maladie, chômage, maternité, etc.) et combattons le retour au XIX^e siècle et au chacun pour soi ;
 - Défendons l'accès à la connaissance pour les enfants des classes moyennes et les plus démunis en combattant avec les étudiants et les enseignants la sélection sociale scolaire et universitaire imposée par le ministre Blanquer ;
 - Combattons la privatisation de la Culture (musées, patrimoines publics) qui est réservée aux élites à travers le financement public de fondations privées appartenant aux Arnault, Pinault, Rothschild et compagnie ;
 - Défendons notre système de santé (hôpitaux, centres municipaux de santé public, CHU, EHPAD...) en exigeant des investissements et l'embauche massive de personnel soignant et administratif ;
 - Combattons avec les cheminots, les électriciens et gaziers pour des services publics du Rail, de l'Énergie et de l'Eau, indépendants des forces de l'argent et des critères de rentabilité financière.
 - Combattons la libéralisation et la mise en concurrence dans tous ces secteurs de première nécessité voulues par Macron et son gouvernement.
- Le 22 mai, ne déléguons pas la défense de ce bien commun que nous ont légué les dernières générations. Soyons le plus nombreux possible dans la rue avec les salariés des services publics pour imposer une société de justice sociale, d'égalité, de solidarité et de fraternité entre citoyens.**

**LE 22 MAI 2018, PRENONS LA RUE POUR
RÉCUPÉRER NOTRE BIEN COMMUN !**

**Le président des riches pilonne
nos services publics et notre
bien commun pour vendre ce qui
nous appartient au Marché et à
l'avidité des multimilliardaires.**



LE 26 MAI 2018, **PRENONS LA RUE** POUR SAUVER NOS EMPLOIS ET NOS VALEURS !

Le 26 mai, ce sont les jeunes, les étudiants, les retraités, les salariés, les chômeurs, les précaires, qui se rassembleront pour crier leur colère, défendre leurs revendications respectives et communes et pour exiger un changement de politique économique et sociale afin d'en finir avec l'austérité !

Dans l'ensemble des entreprises, les lois Macron, El Khomri, Rebsamen s'appliquent avec violence, imposant une loi d'airain du patronat aux salariés, transformant toujours plus le travail en souffrance, précarisant les situations de travail, mettant les uns et les autres dans des situations de concurrence mortifères.

Plus le monde du travail s'enfoncé dans la précarité, plus les actionnaires d'enrichissent.

Les bénéfices explosent, la France vient d'être sacrée championne du Monde du versement de dividendes aux actionnaires, ce qui ravit l'ancien banquier d'affaires logeant l'Elysée !

Dans nos secteurs, cette accélération du libéralisme à tout crin amplifie les difficultés et détruit des pans entiers de nos champs professionnels : l'industrie papetière et cartonnaire souffre d'un manque de politique industrielle dans notre pays. Rien n'est fait pour préserver les outils industriels et favoriser l'investissement, tout est organisé pour développer la financiarisation de notre économie, l'argent facile et la spéculation.

Dans nos secteurs, cette accélération du libéralisme à tout crin amplifie les difficultés et détruit des pans entiers de nos champs professionnels

L'industrie graphique continue de voir ses effectifs fondre comme neige au soleil sous les coups d'une concurrence européenne et internationale basée sous le sceau du moins disant-social. Notre pays demeure un des pays où la lecture de livres est des plus importantes, pour autant nous risquons à très court-terme d'assister à la disparition totale d'une filière industrielle (impression, reliure, façonnage) au service de la culture et de l'émancipation.

Dans les secteurs de l'information écrite, la concentration de 90% des titres de Presse entre les mains d'une poignée de milliardaires et de banquiers asphyxie le secteur, tue l'indépendance éditoriale et cherche continuellement à réduire les volumes papier afin d'orienter les lecteurs vers une information numérique standardisés au service d'une communication commerciale.

La Loi Bichet, encore garante, malgré les coups déjà portés, d'une distribution « péréquée » de l'ensemble de la Presse et du pluralisme des idées est menacée de disparition remettant ainsi en cause les fondamentaux d'une liberté de la Presse obtenue de longue lutte et validée par le Conseil national de la résistance.

Le 26 mai, exigeons une réelle politique industrielle, respectueuse de l'environnement, et du développement social et, tous ensemble, défendons l'idée d'une Loi organique pour l'information, les Médias et la Culture pour les préserver des forces de l'argent et du pouvoir politique afin que chaque citoyenne et citoyen puisse accéder à l'information, à la culture et au savoir dans une société apaisée et éclairée. •

